

Le fait du jour

Murs ou barrières, les fr

FRONTIÈRES De Calais au Mexique, de la Cisjordanie à la mer de Chine, le monde est sous tension. Pourtant, les querelles sont différentes d'une frontière à l'autre. Et de terrestres les enjeux deviennent maritimes

CHRISTOPHE LUCET
c.lucet@sudouest.fr

Elle est loin, la chute du mur de Berlin. Depuis 1989, l'Europe n'a jamais eu tant de frontières. Et, si l'espace Schengen a aboli un temps les contrôles frontaliers intérieurs, la crise des migrants a replacé le sujet sur le devant de la scène. Le mur de Calais ; les barrières entre la Hongrie et ses voisins (Serbie, Croatie, Roumanie) ; celles qui séparent la Bulgarie et la Grèce d'un côté, la Grèce et la Turquie de l'autre ; le rehaussement des grillages qui protègent les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc ; la fortification de la frontière arctique Norvège-Russie, jusqu'ici simple ligne dans la neige : le pourtour européen est devenu plus difficile à franchir.

Avec la suspension des accords de Schengen, ce sont aussi les frontières internes qui resurgissent entre pays qui voyaient en la libre circulation un acquis irréversible. Or le provisoire peut durer. Europe forteresse ? N'allons pas si loin : avec ses 100 frontières tracées sur 250 000 km, elle reste un continent ouvert où les contentieux frontaliers ont quasi disparu (le rocher de Gibraltar, disputé entre Anglais et Espagnols, est une exception).

24 murs relancés

Mais les tensions sont là. Depuis la commotion du 11 septembre 2001, qui a marqué un virage sécuritaire général, 24 projets de murs frontaliers ont été relancés sur tous les continents. « Mur de sable » entre la Tunisie et la Libye, mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie (selon un tracé qui ne suit pas une frontière reconnue), extension du mur séparant les États-Unis et le Mexique : les exemples foisonnent, et on estime que 15% des frontières interétatiques mondiales (750, dont 323 terrestres) sont désormais sous contrôle renforcé, quand

elles ne sont pas tout bonnement fermées (ainsi entre Algérie et Maroc depuis l'attentat de 1994 à Marrakech).

Sans remonter à la muraille de Chine ou au mur d'Hadrien (quoique l'Écosse y pense depuis qu'elle a refusé le Brexit et envisage de se séparer de l'Angleterre), le phénomène n'est pourtant pas nouveau. La « ligne Attila » de 1974, qui coupe Nicosie et Chypre en deux, ou les « murs de paix » séparant les quartiers catholiques et protestants de Belfast en témoignent en Europe. En Afrique, la levée de sable isolant le Sahara occidental annexé par le Maroc est aussi vieille que le mur de Nicosie ; en Asie, voilà vingt-cinq ans que l'Inde a muré sa frontière avec le Bangladesh sur 3 200 km.

Sykes-Picot, l'erreur de Daesh

Le regain d'appétit pour la fermeture ou le contrôle de plus en plus étroit des frontières est pourtant visible. Sans doute faut-il voir l'envers d'une mondialisation qui inquiète quand les échanges abritent des trafics et que les migrations légales cachent les clandestines. Mais puisque, selon l'adage, « les bonnes frontières font les bons voisins », il est logique de voir les États du Moyen-Orient dressés contre Daesh, qui a le culot de vouloir abolir les frontières pour établir son « califat ». Avec au passage une erreur de sa part puisque la ligne Sykes-Picot de 1916, qu'ils veulent effacer, n'est qu'une « ligne dans le sable » qui délimitait les prétentions françaises et britanniques, alors que les vraies frontières furent tracées par les traités de Sèvres et de Lausanne.

Et la France ? Avec ses 39 frontières, dont 34 outre-mer, elle vit plus qu'elle ne croit au diapason de ce monde inquiet. Et pas seulement à Calais ou à Vintimille (Italie), mais sur les fleuves de Guyane, aux Comores ou dans le Pacifique, où son domaine maritime s'est étendu de 579 000 km² l'an dernier sans qu'on y prenne garde...

MERS ET PÔLES, CETTE NOUVELLE FRONTIÈRE

Si les frontières terrestres semblent fixées sur une planète partout explorée, les frontières maritimes en sont loin. Depuis l'entrée en vigueur de la convention de Montego Bay en 1994, seul un tiers des 450 frontières potentielles ont été fixées. D'où l'inflation d'incidents sur les mers les plus disputées : Méditerranée, océan glacial Arctique, mer de Chine. En Asie, les contentieux maritimes entre Pékin et ses voisins (Philippines, Malaisie, Vietnam, Japon, Indonésie, Taïwan) ne sont plus seu-

lement juridiques, ils dérapent militairement.

La guerre n'est pas encore à craindre sur la banquise arctique mais la volonté russe d'étendre sa souveraineté jusqu'au pôle Nord par extension de son plateau continental agace ses voisins, dont le Canada et les États-Unis. En Antarctique, les revendications territoriales sont gelées par un traité jusqu'en 2048. Mais au-delà, le « continent blanc » restera-t-il patrimoine commun de l'humanité ? La question est posée.



À Ceuta (Maroc), les grillages de 1998 ont été rehaussés en 2014 ; au Mexique, l'extension du mur fermerait le chemin des États-Unis ; et la Cisjordanie est désormais séparée d'Israël. PHOTOS AFP

« Un monde borné mais pas b

ENTRETIEN On tend à renforcer les frontières, mais murs et barrières restent l'exception, tient à rappeler Bruno Tertrais

« Sud Ouest » On a le sentiment que malgré la mondialisation ou à cause d'elle le monde se barricade. Vérité ou illusion ?

Bruno Tertrais (1) Depuis trente ans, on voit en effet se multiplier murs et barrières, pour lutter tant contre l'immigration illégale que contre les infiltrations terroristes ou les trafics en tous genres. Mais il faut avoir à l'esprit qu'il s'agit d'une petite partie - 10 à 15% - des tracés frontaliers dans le monde, puisque la règle en la matière reste le bornage.

L'Europe, sous pression des flux migratoires, semble en pointe dans ce renforcement frontalier...

Oui, la tendance est nette. On rehausse les grillages clôturant les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla [au Maroc, NDLR], on élève des barrières aux frontières turco-bulgare ou gréco-turque, autour de la Hongrie, on crée une extension de frontière à Calais. Mais le phénomène européen le plus important

est le nombre de pays qui ont souhaité suspendre provisoirement l'application des accords de libre circulation de Schengen : ce qui était exceptionnel est devenu moins exceptionnel.

Moins de barricades, donc, mais un retour aux frontières ?

Oui ou en tout cas une volonté de reprendre le contrôle des frontières. C'est ce qu'exigent Donald Trump aux États-Unis et les Britanniques qui ont voté pour le Brexit : dans les deux cas, on vise les migrants, accusés de prendre des emplois, même si, dans le cas de la Grande-Bretagne, la cible principale est une immigration européenne, qui provient de Pologne mais pas du Sud ou du Moyen-Orient.

L'Europe n'a-t-elle pas cru un peu tôt à l'abolition des frontières ?

Au départ, en 1985, Schengen était un accord pratique pour faciliter la vie des travailleurs frontaliers. En 1997, quand on a inséré ce dispositif dans les traités, on était encore dans la phase post-chute du mur de Berlin, période de mondialisation heureuse où l'ouverture des frontières semblait aller dans le sens de l'histoire. Du coup, on n'a pas pris les



Bruno Tertrais. PHOTO DR

mesures nécessaires (pourtant prévues par les traités) pour assurer le vrai transfert des contrôles depuis les frontières intérieures de l'Union vers ses frontières extérieures.

Naïveté ? Angélisme ?

Disons que les Européens ont commis la même erreur que lorsqu'ils ont lancé la monnaie unique sans l'accompagner d'un gouvernement économique, d'où le grave problème rencontré avec la Grèce.